

Billet d'humeur du SG

Les urnes ont livré leur verdict. Notre président de la République pour les cinq prochaines années sera Monsieur Emmanuel Macron. Comme à mon habitude, j'attends les premières dispositions concernant nos ministères économiques et financiers pour me prononcer sur les orientations politiques de la nouvelle équipe en place.

Or, dès son élection, le président a annoncé une mesure pleine de bon sens : il désire lancer un audit sur le prélèvement à la source et un report de la mise en place de la réforme au 1^{er} janvier 2019. Il s'agit d'une demande forte de la fédération CFTC finances qui depuis l'annonce de la mise en place du prélèvement à la source n'a eu de cesse de remettre en cause le bien-fondé de cette mesure d'une complexité inouïe et mise en place dans la précipitation !!!

Mais alors, pourquoi suis-je si mécontent suite au report d'une réforme que je n'approuve pas ?

Tout simplement, parce que le précédent secrétaire d'Etat au budget, Monsieur Eckert, malgré la position du Président de la République élu, vient de publier, in extrémis, au journal officiel, deux décrets qui rendraient ce report très difficile à imposer.

Dans la foulée, Monsieur Eckert n'a pas hésité à répliquer à ceux qui s'inquiétaient de l'impact psychologique de la baisse optique du salaire de leur fiche de paie, qu'il s'agissait « d'un bien grand mépris de l'intelligence de nos concitoyens ».

Pour moi et la Fédération que je représente, la seule forme d'intelligence aurait été que Monsieur Eckert ne publie pas ces textes et regarde enfin la réalité en face. En effet, qu'il s'agisse des entreprises s'inquiétant de la charge de travail supplémentaire générée par cette réforme, qu'il s'agisse des usagers se rendant en masse dans les centres des finances publiques pour savoir de combien leur fiche de paie ou de retraite sera amputée au 1^{er} janvier 2018, ou enfin qu'il s'agisse des agents des finances publiques subissant de plein fouet cette réforme et cette nouvelle charge de travail alors que leurs effectifs sont constamment en baisse, personne ne veut de cette réforme ... sauf Monsieur Eckert bien entendu.

Alors, Monsieur le Président, si vous souhaitez être réellement le Président de la rupture, n'hésitez pas à abroger ces décrets publiés à la « va vite »!!!

Et pour rompre définitivement avec les politiques de vos prédécesseurs, n'hésitez pas à redonner des moyens financiers et humains à nos ministères, car les Français ont besoin de douaniers qui contribuent à la protection et à la sécurité, les Français ont besoin d'agents des impôts qui contrôlent l'évasion fiscale, les Français ont besoin d'agents de la DGCCRF qui protègent les consommateurs.

La CFTC FINANCES se bat et se battra pour que les agents de nos ministères puissent continuer à œuvrer pour notre pays. Pour cela nous demanderons notamment à nos futurs ministres :

- **L'arrêt des suppressions de postes.**
- **Une vraie reconnaissance pécuniaire des agents compte tenu de la technicité de nos métiers.**
- **Le retour plein et entier de la DGCCRF dans le giron de Bercy.**
- **Une vraie politique de RH dans toutes les directions de nos ministères.**
- **Un cycle de négociation sur les CDVT.**